



Groupe de travail : revue des missions

Déclaration liminaire

Toutes les réformes relatives au service public, engagées ces dernières années, ont conduit à une dégradation du service rendu, à une disparition du service public dans de nombreux territoires, à une privatisation de missions, à une mise en cause des agents publics...

Les politiques d'austérité à l'œuvre font que la situation des salariés se dégrade de mois en mois : pouvoir d'achat en baisse, hausse des inégalités, augmentation de la précarité et de la pauvreté, installation du chômage de masse, désillusion, démobilitation et usure des salariés au travail, conditions de travail sans cesse dégradées, déstructuration de la vie sociale. Les agents des ministères économiques et financiers, eux aussi, n'y échappent pas.

Malgré ces résultats catastrophiques, le Président de la République et le gouvernement poursuivent la même orientation politique, privilégiant la baisse drastique des dépenses publiques et les cadeaux au patronat. Les PLF et PLFSS 2015 traduisent concrètement cette politique d'austérité.

Les conséquences économiques et sociales de ces coupes budgétaires sont graves. Les réformes structurelles engagées, qu'il s'agisse de la réforme territoriale, de la réforme de l'État, du processus de simplification sont inscrites dans ce cadre et poursuivent le cycle infernal des réformes engagées sous le quinquennat précédent.

La réforme globale de l'organisation institutionnelle de notre pays, de l'état aux communes, cherche une adaptation aux nouvelles donnes du capitalisme et de la compétition économique européenne et mondiale. C'est aujourd'hui tout l'édifice du « *modèle français* » qui est en jeu. La réforme de l'État, la réorganisation de l'administration territoriale de l'État et le processus de revue des missions publiques montrent l'ampleur des évolutions imposée dans un calendrier très resserré.

Toutes les évolutions proposées sont marquées du sceau de l'austérité et la baisse drastique des dépenses publiques. Au contraire la CGT réaffirme le besoin d'un développement des politiques publiques dans l'intérêt des salariés, des retraités, des privés d'emploi, dans l'intérêt aussi de la recherche et de l'investissement productif et de la transition écologique.

Pour la CGT, il s'agit de discuter du rôle et de la place de l'État pour construire une société solidaire et viser le progrès social. Les missions doivent donc d'abord être examinées sous l'angle de leur utilité économique et sociale... et bien sûr leur organisation construite à partir de cette exigence.

A ce titre il faut :

- repenser l'État. Un État stratégique, développeur et opérationnel, garant de l'intérêt général
- développer le service public de qualité sur tout le territoire
- lutter contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'exclusion
- casser la mise en concurrence des territoires imposée par la réforme territoriale et au contraire encourager les coopérations dans le cadre d'une cohérence nationale
- impulser une véritable démocratie sociale et en finir avec les pseudos concertations habilement qualifiées de « *dialogue social* »
- maintenir tous les emplois publics aux finances et adopter un plan pluri-annuel de recrutements

Cela nécessite un processus sérieux de discussion et négociation ; le calendrier proposé ne le permettra pas ! L'échéance de février 2015 n'est pas sérieuse ! Pour la CGT la réforme de la puissance publique demande une large consultation publique, associant les élus, les organisations syndicales de salariés et les principaux acteurs de la société civile, les élus de proximité. C'est à l'opposé des pseudos concertations ou

« consultations locales » qui devraient être initiées dans les semaines qui viennent.

Sur ce GT « revue des missions »

Nous avons de bonnes raisons de douter de la faisabilité et de la loyauté de la déclinaison de la méthode dans les directions générales des ministères économiques et financiers.

Quelques exemples non-exhaustifs :

DGDDI

Alors que la tenue des états généraux organisés par les syndicats douaniers en septembre 2013 auraient dû être la matrice de la réflexion sur les missions, la direction générale s'entête à imposer le PSD pourtant construit il y a deux ans et déjà obsolète. Que dire du sabotage de la taxe poids lourd et ses conséquences sur l'emploi et les missions, que dire de la cohérence gouvernementale, de l'arrogance du premier ministre ? Les organisations syndicales douanières attendent des réponses à leur lettre ouverte publiée le 17 septembre....

DGFIP / Centrale

Là aussi, le dernier groupe de travail informatique laisse penser que les discussions sur les missions sont particulièrement mal engagées. Comment maintenir l'intégralité du périmètre sous contrainte budgétaire qualifiées de considérables et sous mutuelle du DISIC ? Les mêmes fortes menaces pèsent sur les missions informatiques du secrétariat général. Comme nous avons pu le dénoncer pour l'ONP, tout abandon ou redéfinition des périmètres des missions a des conséquences le plus souvent désastreuses sur le devenir des personnels (géographiques, statutaires, qualifications)

Pour la gestion publique, que dire du projet de loi sur la simplification des entreprises qui dispose à l'article 25 que les créances des collectivités territoriales et leurs établissements peuvent confier à un organisme privé l'encaissement de certaines de leurs créances... Alors que dans le même temps M. Sapin et M. Macron nous assurent que toutes les missions de Bercy sont régaliennes !!!!

CCRF

Même si nous prenons acte des propos tenus mardi dernier par Me Carole Delga sur le périmètre régalien des missions dévolues à la DGCCRF, nous sommes plus que circonspects quant à la capacité

de la direction générale à faire autant voire mieux avec moins d'implantations et moins de personnel. La solution est bien la sortie de la DCCRF de la RéATE avec maintien de ses implantations au plus près du lieu d'exercice de la mission, du rétablissement de la chaîne de commandement et du recrutement d'au moins 400 agents.

INSEE

La mise en cause de la capacité des statisticiens publics à poursuivre leur mission d'information pluraliste est toujours d'actualité avec le gouvernement actuel: réduction des moyens contraignant à des choix dans lesquels les demandes d'Eurostat et de la BCE sont prioritaires, utilisation de données issues d'acteurs privés.. Cette direction devrait être particulièrement impactée par la nouvelle carte des régions..

Pour la CGT outre la pertinence sans cesse réitérée des missions régaliennes dévolues aux ministères économiques et financiers, il est urgent de réfléchir au niveau de leur exercice au plus près des usagers parce que les services publics locaux et les services de proximités sont plébiscités

Pour la CGT, l'objectif premier est le maintien et le développement du service public pour répondre aux besoins de toute la population et parce c'est un facteur de sortie de la crise.

Plutôt que d'une réduction des dépenses publiques et donc des politiques publiques, les salariés et les territoires ont, au contraire, besoin de davantage de service public pour un développement équilibré et cohérent liant « industrie – service – service public ».

Les organisations syndicales de la Fonction publique se sont réunies hier soir, elle envisage une nouvelle journée d'action le 18 novembre pour défendre le service public et les agents qui exercent ces missions de service public, nul doute que la CGT s'inscrira dans cette nouvelle initiative !

Montreuil le 23 octobre 2014